

**25 OCT. 2022**

**Arrêté préfectoral complémentaire du  
portant modification des conditions d'exploitation  
de la carrière de granite située  
lieux-dits *Bois d'en Baysse* et *Camp Bernard*  
sur le territoire de la commune de Saint Salvy de la Balme**

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur Francois-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1998 autorisant la SA Carrières PLO à poursuivre et à étendre l'exploitation de la carrière de granite située lieux-dits *Bois d'en Baysse* et *Camp Bernard* du territoire de la commune de Saint Salvy de la Balme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2022 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance déposé le 5 juillet 2022 en préfecture du Tarn et complété en août 2022, demandant la prolongation de 2 ans de l'autorisation d'exploiter la carrière de granite citée en objet ainsi qu'une modification du phasage de l'exploitation ;
- Vu** le courrier adressé le 28 septembre 2022 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans le courrier précité ;
- Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 16 septembre 2022 ;

- Considérant** qu'il est nécessaire de poursuivre l'exploitation du gisement de la carrière pour une durée maximale de 2 ans sans modification des installations qui sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 novembre 1998 susvisé ;
- Considérant** que l'augmentation très limitée de la durée d'exploitation ne modifie pas les caractéristiques des installations qui sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 novembre 1998 susvisé ;
- Considérant** que la quantité de matériaux extraits au jour de la demande a été inférieure à la capacité totale initialement autorisée par l'arrêté préfectoral du 6 novembre 1998 susvisé ;
- Considérant** que les impacts du fonctionnement de l'installation pendant cette prolongation sont compensés par un moindre impact pendant la durée d'autorisation du fait d'un rythme d'exploitation plus faible ;
- Considérant** que les garanties financières sont reconduites durant la période de prolongation de 2 ans ;
- Considérant** que les nouveaux aménagements ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant** que les nouveaux aménagements ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;
- Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
- Considérant** qu'aux termes de l'article R. 181-46 du code de l'environnement selon lequel le préfet peut fixer, en cas de modification notable d'une installation, des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture*

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

Les dispositions du **premier alinéa de l'article 4** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 novembre 1998 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La société CARRIÈRES PLO dont le siège social est au 2228 route de Castres – 81490 Saint Salvy de la Balme est autorisée à prolonger jusqu'au **5 novembre 2025** l'exploitation de la carrière de granite située lieux-dits *Bois d'en Baysse* et *Camp Bernard* du territoire de la commune de Saint Salvy de la Balme.

### **Article 2 :**

Les dispositions de l'**article 5** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 novembre 1998 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La société CARRIÈRES PLO dont le siège social est au 2228 route de Castres – 81490 Saint Salvy de la Balme devra respecter l'ensemble des prescriptions annexées au présent arrêté, ainsi que les dispositions figurant dans sa demande, notamment dans l'étude d'impact et dans l'étude de danger, complétées par les dispositions du dossier de porter à

connaissance déposé le 5 juillet 2022 en préfecture du Tarn et complété en août 2022, et qui ne sont pas contraires aux dispositions de la présente autorisation.

### **Article 3 :**

Les dispositions des articles **CE 8 et CE 9** du titre « Conduite de l'exploitation » annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 novembre 1998 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### **CE 8 :**

L'exploitation est réalisée selon le phasage décrit dans le dossier de porter à connaissance déposé le 5 juillet 2022 en préfecture du Tarn et complété en août 2022, et notamment :

- sur deux secteurs ;
- aux cotes NGF de 600 m, 605 m et 607,5 m.

#### **CE 9 :**

L'extraction des matériaux est réalisée par gradins d'une hauteur maximale de 15 mètres.

### **Article 4 :**

Les dispositions du **septième alinéa l'article GF 1** du titre « Garanties financières » annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 novembre 1998 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

période d'exploitation du 6 novembre 2020 au 5 novembre 2025 : 252 909 €

### **Article 5 :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 6 - Mesures de publicité**

Cet arrêté est affiché par les soins du maire de Saint-Salvy-de-la-Balme dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 7 :**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées et le maire de Saint-Salvy-de-la-Balme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant .

**Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet de Castres,**

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a series of loops and a final horizontal stroke.

François PROISY